

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 23 au 27 mars 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Zoom sur le sommet CEMAC-France du 17 mars 2026



©MEFSIEN

Les Ministres de l'Économie et des Finances, les Gouverneurs des banques centrales et les responsables des institutions de la CEMAC et de la France se sont réunis le mardi 17 mars à Bercy.

Cette rencontre ministérielle, qui fait suite à celle du 17 avril 2025, s'inscrit dans le cadre de la coopération monétaire et du partenariat économique entre la France et les pays de la

CEMAC, avec pour objectif de soutenir le développement et l'intégration économique de la Sous-région.

Les échanges, centrés sur le thème « Partenariats et réformes pour la stabilité économique et la croissance durable de la CEMAC », ont bénéficié de l'expertise d'institutions nationales, régionales et internationales. Les participants ont souligné l'importance de poursuivre les réformes visant à (i) assurer la soutenabilité des finances publiques et consolider les réserves de change de la CEMAC (ii) améliorer l'environnement des affaires pour favoriser l'investissement privé et (iii) accélérer l'intégration économique régionale et renforcer les infrastructures essentielles, tout en assurant la mise en œuvre des recommandations du Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat de la CEMAC du 22 janvier 2026 à Brazzaville.

Dans ce contexte, les États de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale réaffirment leur engagement à conclure la revue des politiques communes menée par le FMI, conditionnant la poursuite des programmes nationaux. Ils s'engagent aussi à en assurer la bonne exécution et à en conclure de nouveaux.

La France a réitéré son soutien à la stabilité macroéconomique et financière de la sous-région, dans le cadre de son partenariat économique et monétaire avec la CEMAC, et son accompagnement dans les relations avec les partenaires techniques et financiers, y compris le FMI.

La France a aussi réaffirmé son souhait de développer des partenariats mutuellement bénéfiques avec les pays de la zone CEMAC et sa volonté de mobiliser des ressources publiques et privées en faveur des pays en développement, en particulier ceux de la CEMAC, notamment dans le cadre de sa présidence du G7 en 2026.

Une prochaine rencontre sur ce même format est prévue en 2027 dans un pays de la zone CEMAC.

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : signature d'un accord pour renforcer la lutte contre les flux financiers illicites.
- **Cameroun** : signature d'un accord de prêt de 64,8 M EUR entre le Cameroun et l'Arabie Saoudite.
- **Centrafrique** : le gouvernement signe un contrat de partenariat public-privé pour la construction d'une autoroute de 2,13 Mds EUR.
- **Congo** : Le FMI termine l'évaluation post-financement.
- **Gabon** : Perenco achève la modernisation du terminal pétrolier du Cap Lopez.
- **Guinée équatoriale** : le pays finalise l'analyse d'environ 7 400 km de données sismiques de plusieurs zones offshore.
- **Tchad** : l'agence de notation S&P maintient le pays à B - avec perspective stable.
- **RDC** : L'UE lance deux projets pour 11 M EUR sur le corridor de Lobito à Kolwezi.
- **São Tomé-et-Principe** : le taux d'inflation cumulé s'élève à 0,6 % sur les deux premiers mois de 2026.

Régional

Signature d'un accord pour renforcer la lutte contre les flux financiers illicites

Le 23 mars 2026, à Libreville, la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC), la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (COSUMAF) et les six Agences nationales d'investigation financière (ANIF) ont [conclu](#) un accord de coopération destiné à renforcer la lutte contre les flux financiers illicites. Ces flux sont majoritairement alimentés par la sous-facturation commerciale, en particulier dans les secteurs extractifs (pétrole et mines), mais aussi par la fraude fiscale, l'évasion de capitaux et la corruption. L'accord prévoit un meilleur partage d'informations, des contrôles croisés, une meilleure traçabilité des transactions suspectes et une coordination accrue des enquêtes des différentes autorités. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du plan stratégique 2025-2029, baptisé OWALI, qui vise à accroître la résilience du système financier et à aligner les pratiques régionales sur les standards internationaux, dans un contexte où la plupart des États de la CEMAC affichent des vulnérabilités face aux flux financiers illicites.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

36,4 %

Baisse en glissement annuel de
l'excédent commercial du Congo au
quatrième trimestre 2025

Cameroun

Nouveau financement du Fonds saoudien pour la réhabilitation de la route Sorawel-Dourbeye dans l'Extrême-Nord

Un accord de prêt de 42,5 Mds FCFA (64,8 M EUR) entre le Cameroun et l'Arabie Saoudite a été [signé](#) le 23 mars 2026 pour réhabiliter la route Sorawel-Dourbeye. D'une durée de 25 ans pour un taux d'intérêt de 2 %, ce prêt renforce la dynamique de coopération entre les deux pays, en portant à environ 76 Mds FCFA (116 M EUR) l'enveloppe globale des ressources mobilisées par le Fonds saoudien pour le développement sur le territoire. Le financement couvrira l'ensemble des travaux de ce linéaire de 68 km, à savoir le renforcement des chaussées, la réhabilitation des ouvrages d'art et d'assainissement, la construction des stations de péage et de pesage, l'amélioration des signalisations et des équipements de sécurité, ainsi que l'aménagement des voiries urbaines. En contribuant à réduire les coûts de transport,

fluidifier les échanges et renforcer l'intégration économique, le projet s'inscrit dans la logique de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), qui encourage la suppression des obstacles aux échanges sur le continent.

Le Cameroun réoriente sa stratégie d'approvisionnement en carburant au profit du Nigérien DANGOTE

La raffinerie Dangote a [annoncé](#) l'expédition de 456 000 tonnes métriques de carburant vers cinq pays africains (Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo et Tanzanie) en réponse aux tensions observées dans les circuits d'approvisionnement liés au conflit au Moyen-Orient. Cette opération, réalisée au prix Free on Board (FOB), marque le premier cycle d'exportation d'envergure d'essence (Premium Motor Spirit) depuis que l'usine de Lekki a atteint sa pleine capacité nominale de 650 000 barils par jour en février 2026. À ce niveau de production, elle est en mesure de couvrir la demande intérieure du Nigeria tout en alimentant les marchés régionaux. La Société nationale de raffinage du Cameroun (SONARA) voit en ce nouveau circuit plusieurs avantages pour le Cameroun parmi lesquels la baisse des coûts logistiques et de fret. L'analyse des flux pétroliers de mars 2026 révèle un basculement structurel pour le Cameroun : historiquement dépendant à plus de 80 % des importations en provenance des hubs européens (Rotterdam, Anvers), ainsi que, dans une moindre mesure, de la Russie, le Cameroun trouve désormais au Nigeria une alternative de proximité. Enfin, le prix FOB proposé, bien que corrélé aux cours mondiaux, bénéficie de l'absence de droits de douane intra-africains dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine.

Droits de douane sur les téléphones : la Douane camerounaise relance une réforme numérique pour restaurer des recettes en chute libre

Prévue par la Loi de Finances 2023 mais rendue pleinement opérationnelle depuis le 16 mars 2026, la [réforme](#) du mécanisme électronique de collecte des droits et taxes de douane sur les téléphones portables, tablettes et autres terminaux numériques marque un nouveau tournant pour l'administration douanière. L'urgence de cette initiative est justifiée par une chute spectaculaire des recettes douanières dans ce secteur, passées d'environ 2 Mds FCFA par mois dans les années 2000 à seulement 100 M FCFA en 2025 (soit une

chute de -95 %), imputable à la fraude, à la contrebande, à l'incivisme fiscal et à la porosité des frontières. Le nouveau dispositif de collecte, développé en partenariat avec plusieurs institutions publiques — MINPOSTEL, ART, ANTIC — et le consortium ARINTECH-N SOFT, s'appuie sur le système d'information douanier CAMCIS pour digitaliser la déclaration, la liquidation et le paiement des droits, sans pour autant créer de nouvelle taxe ni provoquer une hausse des prix sur le marché. Pour garantir une transition équitable et progressive, plusieurs mesures d'accompagnement ont été intégrées : amnistie fiscale pour les appareils déjà connectés aux réseaux locaux, exemption pour les voyageurs en roaming, délai de régularisation de deux mois pour les stocks existants et obligation de vérifier le statut douanier des appareils avant tout achat. À terme, seuls les terminaux en règle seront autorisés à se connecter aux réseaux de communications électroniques locaux.

Centrafrique

Signature d'un accord de partenariat public-privé pour l'autoroute Bambouti-Sibut

Le gouvernement centrafricain a [signé](#) un contrat de partenariat public-privé pour la construction d'une autoroute reliant Bambouti, sud-est du pays, à Sibut, située au centre. Financée à hauteur de 1 400 Mds FCFA (2,13 Mds EUR) par la société ougandaise Al Wasit, filiale d'un groupe dubaïote, cette future autoroute longue de 1 249 km devrait traverser les principales villes de l'est du pays, telles qu'Obo, Zemio, Rafai, Bangassou, Kembe, Kongbo, Alindao, Bambari ou encore Grimari. Le groupe sud-soudanais Kit Entreprise and Construction Limited est chargé de la construction de l'infrastructure qui devrait être réalisée en béton bitumeux. Parmi les retombées attendues du projet figurent le désenclavement du pays, un meilleur accès aux services de santé et à l'éducation ou encore la réduction de l'insécurité. Les autorités centrafricaines prévoient également de nouvelles perspectives d'échanges commerciaux régionaux avec des débouchés vers les ports d'Afrique de l'Est via Juba au Soudan du Sud, ou Kampala, en Ouganda.

Lancement du Programme Sécurité Sanitaire (HeSP)

La République centrafricaine a [procédé](#) au lancement du Programme Health Emergency

Preparedness and Response (HeSP), financé par la Banque mondiale. Le programme HeSP, dont la coordination régionale se fera depuis Bangui, vise à renforcer les capacités nationales en matière de prévention, de détection et de riposte face aux épidémies et aux urgences sanitaires. Avec une enveloppe budgétaire d'environ 60 M USD, le programme prévoit de consolider les infrastructures de laboratoires, de former le personnel médical et d'optimiser la gestion des crises sanitaires.

Congo

Le FMI achève l'évaluation post-financement avec la République du Congo

Le Conseil d'administration du FMI a [conclu](#) le 16 mars 2026 l'évaluation post-financement (PFA) avec la République du Congo, un exercice de surveillance que le FMI conduit après la fin d'un programme de financement afin de s'assurer de la capacité d'un pays membre à honorer ses engagements de remboursement. La République du Congo a affiché une croissance modeste de 2,4 % en 2025, freinée par la faiblesse de l'investissement public, des perturbations énergétiques et une activité pétrolière atone. La discipline budgétaire s'est dégradée, le déficit primaire hors hydrocarbures ayant atteint 8,7 % du PIB hors hydrocarbures, sous l'effet de dépenses incontrôlées. La dette publique a culminé à 97,2 % du PIB fin 2025, avec de nouveaux arriérés intérieurs et extérieurs qui ont révélé des lacunes persistantes en gestion de la dette. Dans ce contexte, le FMI a jugé la capacité de remboursement du Congo « adéquate mais soumise à des risques significatifs », notamment liés à la fragilité des marchés régionaux de dette souveraine. Le budget 2026 a affiché une ambition de consolidation fiscale, mais les administrateurs ont appelé à des réformes structurelles plus profondes en matière de gouvernance, de transparence et de supervision bancaire.

Commerce extérieur : l'excédent commercial chute de 36,4 % au quatrième trimestre 2025

Selon la note de conjoncture [publiée](#) par la direction générale de l'économie, l'excédent commercial du Congo a reculé de 36,4 % en glissement annuel au quatrième trimestre 2025, pour s'établir à 205 Mds FCFA, sous l'effet d'une baisse plus marquée des exportations (-14,7 % à 923,5 Mds FCFA) que des importations. Ce repli

s'est principalement expliqué par la diminution de la valeur des hydrocarbures (-17 %) et du GNL, dont les recettes ont été divisées par deux à 22 Mds FCFA, en dépit d'une hausse des volumes de pétrole exportés (+8,9 %), confirmant la forte dépendance du pays à ce secteur (89,9 % des exportations). Par ailleurs, certains segments non pétroliers ont enregistré des performances positives, notamment le bois (+4,5 %), le ciment (+114,5 %) et les produits raffinés (+26,3 %). Du côté des importations, la contraction a été principalement portée par le recul des biens d'équipement (-34,8 %), des céréales (-59,9 %) et des produits pharmaceutiques (-13,8 %), malgré une progression des importations de biens alimentaires (+13,7 %) et de produits de consommation (+16 %).

Gabon

Perenco achève la modernisation du terminal pétrolier du Cap Lopez et prépare sa conversion en plateforme mixte pétrole-gaz

Le groupe franco-britannique Perenco a [achevé](#) trois années de travaux de réhabilitation du terminal du Cap Lopez, à Port-Gentil, principal site d'exportation pétrolière du Gabon, mis en service il y a près de 70 ans. Les 18 bacs de stockage de brut ont été entièrement rénovés, des fondations aux équipements de surface et jusqu'à l'installation de dômes. L'investissement total est évalué à plus de 2 Mds USD, mobilisant entre 300 et 450 ouvriers pour atteindre à terme une capacité de stockage d'environ 4,4 M de barils. Le terminal, par lequel transite près de 50 % de la production nationale, assure la continuité des exportations grâce à un navire-relais déployé pendant le chantier. Au-delà de la rénovation, Perenco prévoit de convertir le site en plateforme mixte pétrole-gaz à l'horizon 2028, avec une production visée de 105 M de pieds cubes de gaz par jour et environ 700 000 t de GNL par an, positionnant ainsi le groupe comme futur premier exportateur gabonais de GNL. Le projet inclut également une production de 30 000 t de GPL par an destinée au marché domestique.

Le secteur public, principal moteur de la création d'emplois formels entre 2022 et 2024

Selon la Direction générale de l'Économie et de la politique fiscale (DGEPPF), l'emploi du secteur moderne a [atteint](#) 196 257 travailleurs en 2024, en hausse de 4 % sur un an. Le secteur public représente 56 % de ce total (110 347 agents, +5,3 %), contre 44 % pour le privé (85

910 emplois, +2,4 %). Sur la période 2022-2024, 11 024 emplois formels ont été créés, dont plus de la moitié (5 603) dans la sphère publique (recrutements et régularisations administratives) et 1 995 dans le privé, portés par le BTP et l'agriculture. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte où le taux de chômage, bien qu'en recul de 22 % à 18 % entre 2023 et 2024 selon la même DGEPPF, demeure structurellement élevé, avoisinant 40 % chez les jeunes selon la Banque mondiale. La prépondérance de l'emploi public dans la création d'emplois formels interroge la soutenabilité budgétaire, alors que le FMI anticipe un déficit public de -7,2 % du PIB et une dette atteignant 82 % du PIB en 2026.

En 2025, TotalEnergies EP observe un recul de son chiffre d'affaires de 10 % et une baisse de son résultat net de 49 %

TotalEnergies EP Gabon, détenue à 58,28 % par TotalEnergies SE, à 25 % par l'État gabonais et à 16 % par des investisseurs minoritaires, a [publié](#) ses résultats 2025. Le chiffre d'affaires recule de 10 %, à 418 M USD (environ 251 Mds FCFA), sous l'effet d'une baisse de 15 % du prix moyen du brut commercialisé (65,3 USD/baril contre 77,2 USD en 2024). La production s'est établie à 16 000 barils/jour (-6 %), pénalisée par des arrêts planifiés sur les champs d'Anguille et de Torpille, tandis que les volumes vendus ont progressé de 7 % à 6,1 millions de barils grâce à une optimisation des stocks. Le résultat net chute de 49 %, à 46 M USD (27,6 Mds FCFA), la baisse s'expliquant par un effet prix négatif de 60 M USD et un effet volume de 27 M USD, partiellement compensés par une réduction de la charge fiscale. Les investissements sont restés stables à 62 M USD, orientés vers la maintenance et la réduction de l'empreinte carbone.

La BAfD a engagé 600 Mds FCFA en dix ans, mais alerte sur les retards d'exécution de certains projets

Entre 2015 et 2025, le Groupe de la Banque africaine de développement (BAfD) a [approuvé](#) le financement de vingt projets en faveur du Gabon pour un montant total de 915 M EUR (environ 600 Mds FCFA), portant son portefeuille actif de 11,6 M EUR à 557,4 M EUR au 28 février 2026, soit une multiplication par cinquante. Lors d'une mission à Libreville du 8 au 15 mars 2026 du directeur général de la BAfD pour l'Afrique centrale, Léandre Bassolé, les échanges avec les autorités gabonaises ont porté sur les infrastructures et la diversification économique, notamment au travers du secteur minier. La mission a toutefois souligné des

difficultés opérationnelles et des retards d'exécution de certains projets.

Guinée équatoriale

Préparation de la prochaine attribution de permis pétroliers en mer

Dans le cadre de la préparation de son cycle de licences pétrolières « EG Ronda 2026 », la Guinée Equatoriale vient d'achever l'analyse d'environ 7 400 km de données sismiques de plusieurs zones offshore du pays. Fournies par la compagnie australienne [Searcher](#), ces informations actualisées du sous-sol marin doivent être mises à disposition des compagnies pétrolières intéressées avant le lancement du cycle d'attribution de permis. Ce dernier, prévu en avril 2026, pourrait concerner environ 25 blocs [offshore](#). Il s'inscrit dans un contexte de baisse progressive de la production pétrolière nationale ces dernières années. Dans le but de maintenir les niveaux de production et de prolonger la durée de vie des actifs en exploitation, le gouvernement cherche activement de nouveaux investissements pour relancer l'exploration en mer.

Signature d'un accord sur la monétisation du champ gazier d'Aseng

Chevron, ConocoPhillips, Glencore et Gunvor ont [conclu](#), le 23 mars, un accord portant sur la monétisation du champ gazier d'Aseng, dont les réserves sont estimées à 39 Mds mètres cubes. Cet accord vise à optimiser l'utilisation des infrastructures existantes, à sécuriser les investissements et à renforcer le cadre juridique du projet. Évalué à environ 690 M USD (414 Mds FCFA), celui-ci prévoit le raccordement des volumes gaziers aux installations de traitement de Punta Europa, sur l'île de Bioko.

Tchad

Le Tchad maintenu à B - avec perspective stable par l'agence de notation S&P

L'agence de notation Standard & Poor's a [maintenu](#) la note souveraine du Tchad à B -, avec une perspective stable. À court terme, l'agence anticipe une croissance solide (5 % en 2026), soutenue par les investissements en infrastructures et le dynamisme des services, dans un contexte d'efforts de diversification économique hors pétrole. Elle souligne également un endettement globalement soutenable, largement composé de financements concessionnels, ainsi que des progrès

dans la mobilisation des recettes grâce aux réformes fiscales et douanières. Toutefois, l'économie reste fortement dépendante du pétrole, ce qui la rend vulnérable aux fluctuations des cours internationaux, tandis que des fragilités structurelles persistent.

Le Tchad renforce sa coopération avec AFRITAC Centre

Le 24 mars 2026, le ministre des Finances, Tahir Hamid Nguilin, a [reçu](#) une délégation d'AFRITAC Centre conduite par son directeur, Mesmin Koulet Vickot, en présence du directeur national de la BEAC, Idriss Ahmed Idriss, et de l'économiste Hisguima Dassidi Crépin. La rencontre a porté sur plusieurs chantiers clés : l'amélioration de la gouvernance des entreprises publiques, avec un accent sur la future Société nationale de recouvrement des créances, la poursuite de la digitalisation des relations entre le Trésor public et le système financier, et la préparation à N'Djamena d'un forum des acteurs budgétaires d'Afrique centrale.

RDC

L'UE lance deux projets pour 11 M EUR sur le corridor de Lobito à Kolwezi

L'Union européenne a lancé le 23 mars 2026 à Kolwezi, dans la province du Lualaba, deux projets stratégiques visant à renforcer la fluidité commerciale et les capacités numériques le long du corridor de Lobito. Doté d'un budget de 6 M EUR, le premier projet cible la facilitation du commerce et la simplification des procédures douanières. Le second, bénéficiant d'une enveloppe de 5 M EUR, se concentre sur le renforcement des compétences numériques des jeunes résidant le long de cet axe, afin de favoriser leur insertion professionnelle. Ces initiatives, mises en œuvre avec [TradeMark Africa](#) et s'inscrivant dans la stratégie [Global Gateway](#) de l'UE, visent à digitaliser les échanges et à optimiser la logistique des exportations minières depuis le Lualaba vers le port angolais de Lobito. En simplifiant les processus douanier et réglementaire, les projets entendent accroître la compétitivité des chaînes d'approvisionnement tout en créant des opportunités économiques locales.

Inauguration de la centrale hydroélectrique de Kakobola

Le ministre des Ressources hydrauliques et de l'Électricité a procédé le 23 mars 2026 à l'inauguration de la centrale hydroélectrique de Kakobola, située dans le territoire de Gungu, dans la province du Kwilu. D'une capacité installée de 10,5 MW, cette infrastructure de type « au fil de l'eau » intègre un dispositif complet de production, de transport et de distribution, comprenant des lignes à haute tension vers Kikwit, Idiofa et Gungu, des postes de transformation et des réseaux de desserte locale. L'ouvrage bénéficie à plus de 400 000 habitants de la région. Le projet a été sécurisé sur les plans réglementaire et économique par [l'Autorité de Régulation de l'Électricité](#) (ARE), qui a défini le modèle tarifaire et les grilles tarifaires, ajusté les paramètres économiques et délivré l'avis conforme. La gestion de la centrale est assurée à titre transitoire par la Société Nationale d'Électricité (SNEL), dans l'attente de la sélection d'un opérateur privé spécialisé par voie de mise en concurrence, conformément aux exigences de performance et de qualité de service.

Sao Tomé-et-Principe

Le taux d'inflation cumulé s'élève à 0,6 % sur les deux premiers mois de 2026

Selon l'Institut national de statistique (INE), l'indice des prix à la consommation de São Tomé-et-Principe [affiche](#) une inflation cumulée de 0,6 % entre janvier et février 2026, avec une variation mensuelle de 0,5 % en février. En glissement annuel sur douze mois, l'inflation demeure toutefois élevée à 8,9 %, un niveau supérieur à la prévision du FMI pour 2026 (7 % en moyenne annuelle). La hausse des prix est principalement tirée par la catégorie « biens et services » (+3 %), portée en partie par les produits d'hygiène (+4,8 %). En revanche, certains produits manufacturés enregistrent des baisses notables, comme les revêtements plastiques, dont le prix a reculé de 14,8 %. La trajectoire de désinflation amorcée depuis le pic de 14,4 % en 2024 se poursuit.

Indicateurs macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann, en %)			*Solde Public (en % PIB)			Dettes Publique (en % PIB)			Solde courant (en % PIB)			Dettes extérieures (en % PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Cameroun	3,5	3,8	4,1	4,5	3,7	3,3	-1,5	-0,8	-1,2	42,8	37,9	36,3	-3,1	-3,4	-3,9	27,0	25,9	24,8
Centrafrique	1,9	3,0	3,3	1,5	4,6	3,3	-5,1	-2,5	0,0	60,7	57,1	52,5	-9,1	-7,1	-4,1	30,9	31,1	28,1
Congo	2,1	2,7	2,8	3,1	3,6	3,2	3,6	3,2	2,2	98,0	93,1	89,9	0,1	-5,9	-7,0	36,3	32,5	29,4
Gabon	3,4	1,9	2,6	1,2	1,4	2,5	-3,8	-5,4	-7,2	72,7	76,2	82,0	4,0	1,8	-0,3	32,2	31,3	29,1
Guinée Equatoriale	0,9	-1,6	0,5	3,4	2,9	2,9	-0,6	-1,3	-2,0	36,4	36,6	38,1	-3,3	-3,0	-3,8	6,8	5,1	5,0
Tchad	3,5	3,3	3,6	5,1	4,0	3,6	-2,1	-1,5	-2,4	32,7	31,5	32,5	1,0	-2,3	-2,9	16,6	17,1	18,7
CEMAC	3,0	2,8	3,3	3,8	3,3	3,2	-1,4	-1,3	-1,9	52,5	49,6	49,4	-1,1	-2,7	-3,5	25,3	24,2	23,2
RDC	6,5	5,3	5,3	17,7	8,8	7,1	-1,5	-2,2	-1,6	22,5	19,1	14,6	-3,9	-3,3	-2,1	14,4	15,5	16,7
Sao Tomé	1,1	2,9	4,7	14,4	9,7	7,0	0,9	1,1	2,3	64,8	51,4	45,4	-1,9	-3,3	-3,6	33,3	29,2	25,6

Source : FMI (octobre 2025), *solde budgétaire global (dons inclus)

Evolution des cours des matières premières

févr-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
Référence/mesure	Pétrole Brent (USD/barils)	Gaz naturel (USD/mmbtu)	Cacao (USD/kg)	Café (USD/kg)	Huile de palme (USD/mt)	Grumes (USD/mètre cube)	Bois scié (USD/mètre cube)
Valeur	68	4	4	7	1042	414	651
Variation mensuelle (%)	7%	-52%	-28%	-12%	4%	1%	1%
Variation annuelle (%)	-8%	-14%	-64%	-22%	-2%	14%	8%
Variation sur 5 ans	12%	-29%	49%	93%	2%	-2%	-2%
Variation sur 10 ans	119%	85%	23%	118%	53%	7%	-5%

févr-26	Matières premières textiles	Matières premières industrielles	Métaux et minerais			
Référence/mesure	Coton (USD/kg)	Caoutchouc naturel (USD/kg)	Aluminium (USD/mt)	Fer (USD/tmsu)	Cuivre (USD/mt)	Or (USD/once troy)
Valeur	2	2	3065	99	12951	5020
Variation mensuelle (%)	-1%	5%	-2%	-6%	0%	6%
Variation annuelle (%)	-5%	-6%	15%	-6%	39%	73%
Variation sur 5 ans	-20%	-4%	47%	-40%	53%	178%
Variation sur 10 ans	11%	78%	100%	111%	182%	319%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
26–29 mars 2026	14 ^e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)	Yaoundé (Cameroun)
11-12 mai 2026	Sommet Afrique-France <i>Africa Forward</i> 11 mai : forum d'affaires « <i>Africa Forward : Inspire & Connect</i> » organisé par Bpifrance, Proparco et Business France	Nairobi (Kenya)
19 mai 2026	5 ^{ème} édition de la conférence ministérielle <i>No Money for Terror</i> (NMFT), consacrée à l'action internationale contre le financement du terrorisme	Paris (France)
12–21 juin 2026	PROMOTE 2026, sous le thème « Entreprises privées et environnement des affaires : quels repères face aux défis économiques nationaux et internationaux ? »	Yaoundé (Cameroun)
15-19 juin 2026	Pavillon France organisé par Business France, au Salon International de l'Entreprise, de la PME et du Partenariat PROMOTE	Yaoundé (Cameroun)
16-19 juin 2026	EU Business Week	Yaoundé (Cameroun)
17 juin 2026	<i>Wine Tastin</i> organisé par Business France	Douala (Cameroun)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs :

Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Noémie DAVID – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;

Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU (SE Brazzaville) – Amanda BROUILLARD (SE Brazzaville) ;

Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER (SE Libreville) – Mathis FOLCH ;

Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).